

## La FNSEA salue une « position très ferme » de Macron

© 24/02/2018 |  Terre-net Média

**La présidente de la FNSEA Christiane Lambert a salué samedi une « position très ferme » d'Emmanuel Macron au sujet du budget des aides européennes, affirmant que le chef de l'État avait défendu à Bruxelles son augmentation pour limiter l'impact du Brexit sur le montant des aides.**

« La France est prête à ce que nous ayons un **budget européen** en expansion », a déclaré vendredi soir le chef de l'État français après une discussion avec ses homologues européens sur le prochain budget pluriannuel de l'UE à partir de 2021. Lors de sa visite au **Salon de l'agriculture** samedi, **Emmanuel Macron**, interpellé par un céréalier, a estimé qu'il ne fallait pas que le budget de la **politique agricole commune** (Pac) diminue plus que la part britannique.

Lors d'un petit déjeuner à huis clos du chef de l'État avec les principaux acteurs institutionnels de l'agriculture, au début de sa visite du salon, « nous avons salué sa prise de position très ferme hier sur le **budget de la Pac** », a déclaré **Christiane Lambert**. « C'est la première fois qu'il le dit aussi fermement, et le ministre de l'agriculture fait un tour d'Europe pour avoir des alliés, pour augmenter la contribution des États afin de monter plus haut qu'un pour cent du PIB pour alimenter le budget, ça ce sont des éléments très importants », a salué la patronne du syndicat agricole majoritaire. Mme Lambert a reconnu que le budget de la Pac pourrait diminuer à la suite de la perte de la contribution britannique, mais estimé que le président français était « déterminé ». « Ça rejoint ce que nous avait dit M. Kohler, son secrétaire général (à l'Élysée) : l'impact du **Brexit**, mais que l'impact du Brexit. Il a vraiment dit et affirmé que pour les priorités nouvelles, il fallait des ressources nouvelles », a assuré Mme Lambert.

« Il a aussi dit qu'il y avait accord de M. Juncker sur cette approche-là. » « Il était temps que la France redevienne la France qui défend le budget avec l'Allemagne. Aujourd'hui, il nous est dit que 21 pays sont d'accord pour porter à 1,10 %, 1,12 % la contribution des États (au budget européen), sachant que l'agriculture va répondre à de multiples enjeux. Bien sûr la sécurité alimentaire, mais aussi le climat », a argué Mme Lambert. « Il y a dans l'agriculture une partie des réponses avec la réduction des gaz à effets de serre, (...) avec la création d'énergies renouvelables, donc l'agriculteur est un pilier de la réussite des accords de Paris », a-t-elle conclu.